

une détérioration économique et politique générale, qui pourrait être fatale au progrès et à la collaboration sur le plan international.

Le Canada, monsieur l'Orateur, a joué et espère jouer encore un rôle actif dans la collaboration économique internationale, surtout au sein du régime du commerce et des paiements internationaux, qui a été établi et qui —comme nous l'avons récemment appris à notre profit—fonctionne encore malgré les pressions intenses qu'il subit présentement, et qui pourraient le détruire avec des résultats néfastes.

La propre position fondamentale du Canada est solide et il en est de même de la garantie de notre dollar. Quiconque est pessimiste au sujet de la situation au Canada devrait lire ce rapport publié avant hier par l'OCDE, organisme international, qui traite de la situation économique et financière actuelle du Canada. Notre situation économique et financière s'est bien maintenue en dépit des pressions qui se sont exercées sur elle, comme cela a été le cas pour d'autres pays. Quant à la résistance à ces pressions, j'aimerais rendre hommage au gouvernement des États-Unis et le remercier, car il a aidé le Canada à résister à ces pressions de manière avantageuse pour les deux pays.

● (3.40 p.m.)

Il est évident, monsieur l'Orateur, qu'aucun pays, surtout s'il se trouve dans la position du Canada, ne peut se soustraire à ces pressions constantes, bien que, par leur nature même, ces dernières rendent encore plus importantes des politiques internationales bien fondées. Nous avons nos propres responsabilités à remplir et nous ne pouvons impunément y échapper en blâmant la situation internationale, la spéculation sur le change, Paris ou le Vietnam. Il n'en demeure pas moins, monsieur l'Orateur, que nos problèmes financiers d'aujourd'hui—et il en est de même pour d'autres pays—sont aggravés de plus en plus par des situations internationales troublées, tant économiques que politiques.

Le problème immédiat, Monsieur l'Orateur, c'est de maintenir la stabilité financière sans nuire à l'expansion économique. Cela est de plus en plus difficile à une époque où les prix, les dépenses et les espérances ne cessent de monter. Alors que les politiques gouvernementales exigent de fortes dépenses publiques à tous les paliers de gouvernement—j'en reparlerai plus tard—elles demandent aussi de plus en plus l'établissement de priorités dans l'affectation des ressources, ici encore à tous les niveaux de gouvernement.

Cela est d'autant plus nécessaire et difficile, monsieur l'Orateur, que la conjoncture, canadienne et internationale, change si rapidement. Il n'est pas facile d'adapter les politiques économiques et financières à de tels changements. Nous n'avons pas, je pense, à nous montrer complaisants ou suffisants quant à nos succès ou à nos échecs relativement à cette adaptation. Permettez-moi de vous citer un passage du rapport de l'organisme international OCDE, qu'on trouve à la page 12:

Une caractéristique frappante des deux dernières années, c'est la rapidité avec laquelle les politiques...

On parle ici des politiques canadiennes.

...ont été adaptées aux conditions changeantes du monde des affaires. Dans la plupart des cas, l'ampleur des politiques et le moment de leur application ont été bien choisis.

Voici un autre alinéa qu'on trouve à la fin du rapport, à la page 31:

Comme la conjoncture commerciale avait tendance à changer rapidement ces deux dernières années, les autorités...

On parle ici des autorités canadiennes.

... ont, dans l'ensemble, réussi à maintenir l'emploi à des niveaux relativement élevés tout en luttant d'abord contre les excès, puis contre les tendances légèrement récessives de la demande. Les politiques fiscales et monétaires ont été assez rapidement adaptées aux conditions changeantes.

Je le répète, monsieur l'Orateur, notre problème le plus inquiétant c'est la menace que font peser sur notre stabilité financière les taux d'augmentation des prix, des revenus et des coûts que l'économie canadienne a connus dernièrement et qui se maintiennent. Les mesures prises sous forme de politiques fiscales et monétaires doivent maintenant être complétées par de nouvelles initiatives afin d'assurer que l'on tiendra compte de l'intérêt du public dans la stabilité des prix, chaque fois que seront prises des décisions importantes affectant les prix, les revenus et les coûts.

Avant de parler de ces mesures, monsieur l'Orateur, je voudrais examiner le cadre dans lequel ces initiatives doivent être envisagées. En 1945, dans un Livre blanc sur l'emploi et les revenus, le gouvernement canadien s'est engagé à maintenir l'emploi à un niveau élevé et stable. Les gouvernements ultérieurs ont accepté cet engagement. Ce devait être, et avec raison l'objectif central de la politique économique à l'avenir.

Bien que cet objectif n'ait pas toujours été atteint, monsieur l'Orateur, au cours des années qui suivirent, nous avons connu deux longues périodes de croissance continue et d'emploi élevé. L'emploi est, bien sûr, directement lié à cette croissance; c'est pourquoi